

**Florent
Guénard**

***Comment
penser la
démocratisation ?***

Je voudrais dans cette intervention m'arrêter d'abord sur les difficultés qui entourent la compréhension des processus de démocratisation. Ces difficultés tiennent tout autant à l'objet lui-même, le passage à la démocratie, qu'aux présupposés des théories qui, particulièrement depuis les années 1980, s'en sont emparés. Et je voudrais, dans un second temps, montrer que ces difficultés nous engagent à redessiner les contours d'une pensée de la démocratisation.

Ces difficultés, on pourrait les voir indiquées dans le titre même de ce débat : « La démocratie : un travail à faire et à refaire ? » Il n'y aurait ainsi qu'une forme de démocratie, « la démocratie », sorte de modèle qu'il faudrait appliquer, comme on applique un plan défini à l'avance, à une réalité dont la singularité pourrait être tenue pour négligeable — comme s'il ne s'agissait là que d'un travail technique, plus encore, un travail qu'il est impératif de faire, voire de refaire, comme si, pourrions-nous ajouter, l'impératif est tel qu'on peut éviter de se demander à qui il revient justement de faire un tel travail : c'est simplement « à faire », et peut-être donc « à refaire ».

Plus précisément, les problèmes qu'engendre l'analyse des processus de démocratisation se cristallisent autour de deux questions fondamentales : existe-t-il un modèle de démocratie ? Et comment ce modèle peut-il s'appliquer ? Modélisation et application du modèle : les crispations autour de ces notions sont nombreuses, et je voudrais en examiner quelques-unes.

La modélisation d'abord. La tentation est grande, dans l'étude de l'expansion de la démocratie, de voir le triomphe d'un modèle qui tiendrait sa force précisément de ce qu'il se répand : une démocratie libérale, qui place en son cœur le principe représentatif et la défense des droits individuels. Elle serait modèle à deux titres au moins : elle serait prise en exemple par tous les mouvements de libération parce qu'elle est une valeur universelle, elle devrait être l'objet d'une promotion active et décomplexée parce qu'elle exprime la vérité même du projet démocratique.

On n'aurait pas de peine à montrer qu'une telle conception du modèle démocratique tombe dans un défaut de raisonnement. Deux erreurs sont ainsi manifestes : l'eurocentrisme d'une part, qui consiste à penser l'histoire du monde comme une répétition de l'histoire européenne ; le téléologisme d'autre part, qui consiste à penser que le progrès démocratique est inéluctable, parce qu'il coïncide avec le désir, proprement humain, de liberté et qu'en conséquence c'est aller dans le sens de l'histoire que de favoriser son avènement. En somme, l'histoire universelle tendrait, inévitablement, au triomphe de la démocratie libérale — elle serait, ainsi, à la fois l'avenir du monde et la fin de toute l'histoire politique.

La question de l'application d'un modèle de démocratie, telle qu'elle est usuellement traitée, pose également de nombreuses questions. Faut-il ainsi considérer qu'il y a des séquences historiques typiques dans les transitions démocratiques ? Si oui, n'est-on pas implicitement incité à constituer ces types en normes, comme s'il fallait qu'il n'y ait qu'une seule voie pour passer à la démocratie ? On hésite beaucoup, dans cette perspective, lorsqu'il s'agit d'examiner, si, oui ou non, la démocratie a des conditions (économiques, sociales, culturelles). Là encore, on tombe vite dans des apories souvent indépassables : faut-il

condamner un mouvement de libération sous prétexte que les conditions de la démocratie ne sont pas réunies ? Ou faut-il considérer que le désir de démocratie l'emporte sur tout, autrement dit qu'il est une condition nécessaire et suffisante ?

De ces difficultés, on peut conclure qu'il est vain de vouloir penser les processus démocratiques, qui échappent nécessairement à la conception que l'on s'en fait et qu'il faut alors s'en remettre aux dynamiques de l'histoire. Et on peut même ajouter que sur un tel sujet, où l'eurocentrisme est triomphant, où se mêlent trop souvent discours savant et discours militant, la prudence commande que l'on s'abstienne de toute analyse. Une telle position, radicalement sceptique, n'est pas satisfaisante, pour des raisons à la fois théoriques et pratiques. D'abord, parce que le passage à la démocratie est une partie essentielle des interrogations de la démocratie sur elle-même, et qu'il n'y a de démocratie que si telle réflexion sur soi est ouverte. Ensuite, parce qu'il y a des raisons de penser que les processus de démocratisation doivent être intelligibles aux acteurs même des mouvements de libération, dans ces phases de transition souvent confuses.

Ces raisons, me semble-t-il, poussent à une reconstruction théorique du discours sur la démocratisation, qui puisse tout à la fois écarter l'idée d'un modèle démocratique (et avec elle, l'impossibilité de son application) et conserver l'universalisme des principes qui permettent de prendre la mesure du passage à la démocratie. Cette tâche n'est pas aisée. Elle passe d'abord par la mise en place d'une définition adéquate de la démocratie, qu'il faut cesser de considérer de manière procédurale comme un mode de gouvernement. La considérer ainsi, en effet, c'est s'enfermer dans un débat, souvent stérile, sur ce que doit être l'essence démocratique : est-ce la représentation ou la participation ? Est-ce l'élection ou la constitution ? Nous sommes sans cesse renvoyés d'une conception à l'autre. Pour sortir de ce va-et-vient, il faut concevoir la démocratie moderne comme la fin de la croyance au bon régime – et au contraire comme l'ouverture permanente de la réflexion sur la nature du pouvoir, sur son lien avec la vie sociale, sur le partage entre vie privée et vie publique, sur ce qui forme l'identité collective d'une communauté politique. Une telle conception de la démocratie a plusieurs avantages. Elle permet en premier lieu de complexifier la notion que l'on en a, et ainsi d'envisager, au sein de la société, la manière d'organiser les relations de telle sorte qu'elles préservent le pouvoir sur soi de chacun (par exemple, dans les relations de travail ou dans les relations entre les sexes). Elle permet surtout d'envisager la démocratisation non simplement comme le processus par lequel une population se donne des institutions libérales, mais comme le projet d'une société construisant son identité collective dans la manière, faite d'égalité et de liberté, dont les individus se rapportent les uns aux autres.

Le passage à la démocratie, dans cette perspective, n'est ni conditionné, ni inconditionné : ni conditionné, comme s'il s'agissait d'un travail technique procédant par phases ordonnées (« un travail à faire ») ; ni inconditionné, comme si toute révolte contre l'autoritarisme était *ipso facto* un mouvement démocratique. Ce qui importe, c'est de repérer qu'à tel ou tel moment, une question émerge au sein d'une société, que cette question, parce qu'elle porte en elle des aspirations d'égalité et de liberté, traduit une volonté démocratique, et que c'est autour d'elle que la société entend désormais se réordonner. Je terminerai par un exemple. Parce que les médias se sont essentiellement focalisés sur les conflits armés en Syrie, on n'a sans doute pas suffisamment prêté attention au fait que le mouvement de contestation du régime s'est généralisé, dans la société civile, avec l'apparition de revendications sociales fortes. Les inégalités ont mis en évidence, au-delà des différences religieuses ou communautaires, que l'appareil sécuritaire et répressif servait la confiscation des richesses et figeait la société en la coupant de ses aspirations. Le désir de démocratie est réel en Syrie, à condition, on le comprend, de ne pas réduire un tel désir à la seule formation d'institutions représentatives.